

print

Gaza: Ne pas exporter le conflit israélo-palestinien en France. Soit.

De [René Naba](#)

Global Research, juillet 16, 2014

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/gaza-ne-pas-exporter-le-conflit-israelo-palestinien-en-france-soit/5391685>

Arno Klarsfeld et Gilad Shalit versus Salah Hammoury.

Ne pas exporter le conflit israélo-palestinien en France. Soit

Mais comment expliquer qu'un réserviste de l'armée israélienne, ancien garde frontière de l'état hébreu, soit nommé conseiller du ministre de l'intérieur de l'époque, Nicolas Sarkozy, en 2006, en pleine guerre de destruction israélienne du Liban.

Comment expliquer qu'un soldat israélien en opération de police contre Gaza, Gilad Shalit soit adopté comme otage français au prétexte de la présence d'aïeux français dans sa lignée, et que cette protection diplomatique française soit refusée à un français de naissance, Salah Hammoury, un universitaire dont le grand tort est d'avoir une mère française, mais un papa palestinien. Une tare indélébile?

La nomination d'Arno Klarsfeld, juriste français et réserviste de l'armée israélienne, au poste de conseiller du ministre de l'Intérieur Nicolas Sarkozy sanctionne-t-elle la carence française dans le domaine des compétences ou relevait-elle d'une manœuvre électoraliste?

Le service militaire dans l'armée israélienne constitue-t-il désormais un passage obligé à des promotions politico-logue-administratives en France? Signe t-il dans l'ordre subliminal la collaboration entre les diverses composantes de l' «axe du bien», telle qu'elle est préconisée par les néo-conservateurs américains et leurs relais français? Un axe constitué, selon ses promoteurs, par les États-Unis, Israël, au-delà, la droite française, le judaïsme institutionnel français et sa roue dentée, le parti socialiste français, face à un «axe du mal» regroupant grosso modo le tiers monde arabo-musulman bariolé.

Un citoyen français engagé volontaire dans une armée étrangère en opération de guerre contre un peuple ami, sans mandat explicite du gouvernement français, peut-il se prévaloir de la nationalité française? Autrement dit, Gilad Shalit, le caporal de l'armée israélienne capturé le 25 juin 2006 par les Palestiniens, peut-il se prévaloir de la nationalité française et réclamer es-qualité l'intervention diplomatique du gouvernement français. Son engagement dans l'armée israélienne, sans mandat gouvernemental français, entraîne-t-il, sinon la déchéance de sa nationalité, à tout le moins la caducité de son droit à invoquer la protection de la nationalité française?

Sauf à considérer Israël comme le fer de lance du combat occidental contre l'ensemble arabo-musulman et que son service dans l'armée israélienne constitue une forme déguisée de coopération stratégique militaire franco-israélienne, le cas du caporal Shalit se doit d'être soumis pour avis aux autorités juridictionnelles compétentes et faire œuvre de jurisprudence en ce domaine, car au delà de ce problème de droit se pose un problème de morale politique: La double allégeance justifie-t-elle la confusion juridique? exonère t-elle de toute obligation de réserve? Autorise-t-elle toute licence au point de constituer un «passe droit»?

Un problème d'actualité en ce qu'il se pose à nouveau avec les ni-nationaux franco

israéliens servant dans l'armée israélienne et qu'il se pose annuellement avec la collecte pour le bien être des soldats israéliens, une armée d'occupation au regard du Droit international.

Meyer Habib

Ancien du mouvement radical Betar, impliqué en 1988 dans l'attaque par l'«Organisation juive de combat» de la fête de commémoration de Jeanne d'Arc le 8 mai 1988, faisant 8 blessés, dont deux fonctionnaires de police, ce représentant du Likoud en France a-t-il droit de siéger au sein de la représentation nationale française, au titre de la 8ème circonscription des Français établis hors de France, sous l'étiquette de l'UDI? Une étiquette centriste pour ce représentant d'un parti ultra droitier?. Merci Rama Yade.

Nicolas Sarkozy: «Le premier président de sang mêlé de France».

Le message était limpide quoique dans l'ordre subliminale: Pour un président d'un pays qui se refuse aux statistiques ethniques, présenter son identité politique sous son aspect ethnico identitaire a constitué une grave violation des fondements républicains du pays et accentué le clivage social du pays.

Nicolas Sarkozy le premier, en sa qualité de néo gaulliste a clôt la parenthèse gaulliste de la politique de la France à destination du Monde arabe:

- En sollicitant l'expertise de la répression des manifestations périurbaines de France, en 2005, à Avi Dichter, le responsable de la sécurité israélienne pour les territoires palestiniens occupés. En assimilant ainsi les banlieues françaises à la Cisjordanie et à Gaza. le premier président de « sang mêlé » a transposé en France le conflit israélo-palestinien.
- En empruntant à la terminologie israélienne pour désigner Gaza de Hamastan et en évitant soigneusement de fleurir la tombe de Yasser Arafat lors de son voyage en Cisjordanie. Il avait fait convoquer Mahmoud Abbas à Jéricho pour une rencontre contournant Ramallah, le siège de l'autorité palestinienne.
- En engageant la guerre contre la Libye et la Syrie, sous de prétextes fallacieux, la « démocratie», qu'il a bafouée durant son quinquennat comme en témoignent la succession des scandales politico financiers qui ont émaillé son mandat.

François Hollande: Le tropisme philo-sioniste des socialistes

Si Nicolas Sarkozy a rompu avec la tradition diplomatique gaulliste, François Hollande, lui a renoué avec le tropisme philo sioniste des socialistes, considérant la Syrie et non la Palestine comme «les Sudètes du XXI me siècle».

De l'expédition de Suez contre Nasser, en 1956, ordonnée par Guy Mollet, aux ratonnades d'Alger par Robert Lactose (1955-1958), au caillassage de Lionel Jospin à Bir Zeit pour avoir traité de «terroriste» le Hezbollah libanais, l'unique formation politico-militaire du monde arabe à avoir infligé un double revers militaire à Israël (2000-2006), à l'esplanade David Ben Gourion dédiée par Khoyya Bertrand Delanoë, le Maire de Paris, au fondateur de l'armée israélienne au lendemain de l'attaque navale israélienne contre un convoi humanitaire turc en direction de Gaza.... Le registre est connu et bien tenu.

La filiation est lointaine et ne se dément pas, remontant au grand manitou du socialisme français, Léon Blum, qui invoquera son «trop d'amour» pour son pays «pour désavouer l'expansion de la pensée et de la civilisation française», admettant «le droit et même le devoir des races supérieures d'attirer à elles celles qui ne sont pas parvenues au même degré de culture». Cette profession de foi surprenante est parue dans le journal «Le Populaire» en date du 17 juillet 1926, sans que ce vénérable humaniste, premier chef du gouvernement socialiste de la France moderne, artisan des premières conquêtes sociales sous le gouvernement du Front Populaire (1936), ne se doute que, lui-même, à son tour, subira, quinze

ans plus tard, les lois de l'infériorité raciale de la part de ses compatriotes non coreligionnaires.

François Hollande relève d'un cas bien plus grave. L'héritier du parti de l'expédition de Suez et des ratonnades d'Alger, n'a pas hésité, lui le socialiste, en marge de sa visite officielle en Israël, en novembre 2013, à prendre un repas familial (un dîner, agrémenté de chants et de danses), et à trinquer avec le chef de gouvernement le plus xénophobe d'Israël, l'ultra droitier Benyamin Netanyahou (1).

Au diapason de son premier ministre, le président bis de la France, Manuel Valls, lié de son propre aveu, «de manière éternelle à la communauté juive et à Israël », dont, de surcroît, le premier déplacement ministériel en province, le 21 Mai 2012, aura été pour un dîner avec le CRIF PACA Marseille, où il a stigmatisé le boycott d'Israël, mais non la phagocytose de la Palestine ou sa rétention des recettes d'exportation des produits de Cisjordanie, se plaçant ainsi sur la même longueur que Richard Prasquier, le président du CRIF, dont la tonitruance inconditionnellement pro-israélienne s'accommode mal du positionnement qui se veut «normal» du nouveau président français.

Sa profession de foi, -lors du lancement du groupe d'amitié avec Israël, le nouveau lobby français pro israélien en pleine campagne présidentielle en avril 2012, «Israël, grande nation parmi les nations»-, a retenti comme une tartarinade démagogique. En résonance avec ses prises de position xénophobes à Evry, la ville dont il est le maire, dont il souhaitait y implanter, -selon le modèle des colonies israéliennes?- davantage de «white et de blancs» pour y diluer la population bariolée. En résonance avec sa volonté de dissiper les Roms de France. En résonance avec son comportement abusivement dilatoire dans l'affaire Georges Ibrahim Abdallah.

Manuel Valls joue l'amnésique en se déclarant opposer à la transposition du conflit israélo-palestinien en France. Lui, qui y a tant contribué et son compère François Hollande, qui «n'est ni pour les Israéliens, ni pour les Palestiniens, mais pour la paix », a-t-il dit.

La paix de l'occupant fondée sur la répression continue de l'occupé et l'annexion rampante de son pays et la phagocytose de son identité. A la manière d'un pharisien qui donnerait un temps égal de parole à Hitler et à ses victimes juives. La lâcheté même.

Ne transposons pas le conflit israélo-palestinien en France quand bien même Itzhack Rabin dispose de deux majestueuses places à Paris, la place Fontenoy, devant l'Unesco et les jardins de Bercy, alors que son alter ego prix Nobel de la Paix, le Palestinien Yasser Arafat, ne dispose de rien, tout au plus d'une miette, paté d'alouette, une minuscule place à la mémoire du poète Mahmoud Darwiche, sur les quais de la Seine, coincée entre des monuments historiques, en guise de solde de tout compte.

Read on my lips: Il ne faut pas transposer le conflit israélo palestinien en France, quand bien même il est transposé par les plus hautes autorités de l'état, surtout parce qu'il est transposé par les plus hautes autorités de l'état... pour des raisons électoralistes.

René Naba

Notes

1 – Le chant d'amour de François Hollande à Israël

Tamid esha'er haver shel Israel ! » Accueilli en grande pompe par le président Shimon Pérès et le premier ministre, Benyamin Nétanyahou, dès son atterrissage à Tel-Aviv, M. Hollande a entendu visiblement faire honneur au «tapis rouge» que M.

Nétanyahou avait annoncé dérouler pour la visite du président français. Au point de le clamer, en hébreu dans le texte: «Je resterai toujours un ami d'Israël». Une déclaration Ce que qu'aucun des présidents français n'avait fait auparavant, pas même Nicolas Sarkozy, qui passait jusqu'à présent comme le plus philo-sioniste des dirigeants français. Chapeau l'artiste socialiste tel qu'el lui-même l'éternité le figera.

CF: Le «chant d'amour» de François Hollande «pour Israël et ses dirigeants»
<http://www.youtube.com/watch?v=y3DRjD8qoKA&feature=youtu.be>

2 – <http://www.renenaba.com/de-laccusation-dantisemitisme-comme-arme-de-dissuasion/>

Copyright © 2014 Global Research